

CHAPITRE I

UN MONDE À RECONSTRUIRE (1919-1929)

Elle [l'Europe] ne songe
qu'à modifier les systèmes,
jamais son cœur.

Tagore

Dans l'histoire du développement des sociétés, l'Occident a suivi un parcours à nul autre comparable. Au Moyen Âge il est une périphérie de l'axe commercial sino-musulman magistralement décrit par Ibn Battuta et Marco Polo. Au XV^e siècle, encore loin derrière la Chine, il dispose, grâce à ses côtes découpées et à l'océan Atlantique dont il doit affronter le défi, d'une excellente marine qu'il lance sur les mers afin de commercer avec l'Orient sans payer les droits de douane exigés par les pays musulmans situés au carrefour des échanges entre l'Est et l'Ouest. La Chine, constatant qu'elle était autosuffisante en bien des domaines, venait de renoncer aux expéditions lointaines menées par l'amiral Zeng He, laissant la route libre aux Portugais, de loin les plus avancés en Europe dans les choses de la mer. Ils parvinrent jusqu'en Inde et au Japon. D'autres les suivirent, dont les Anglais, insulaires et déjà de remarquables marins.

Mais les pays d'Asie n'acceptaient qu'un règlement en métal précieux. Les marchandises européennes n'avaient guère d'intérêt pour des peuples dont le niveau technologique était encore supérieur à celui des Occidentaux. Par chance l'Amérique, riche en or et en argent, découverte par hasard sur la route occidentale des Indes, était facile à dominer car si les grands empires amérindiens avaient d'exceptionnels mathématiciens et des astronomes d'une incroyable précision, ils ne disposaient d'aucune arme à feu ni même

de métal. Pour exploiter ce nouveau monde devenu indispensable mais décimé par les microbes d'Europe, il fallut acheter des esclaves d'Afrique, un continent alors à un niveau de développement tout à fait comparable à l'Europe mais qui, dans ce rôle de pourvoyeur de main-d'œuvre, saigné, extraverti, fut condamné à une cruelle stagnation.

Ainsi se dessina une économie-monde où l'Occident en vint à jouer un rôle avantageux dont profita largement sa bourgeoisie. Les Anglais surtout, grâce à leur insularité, prenaient les guerres européennes comme autant de guerres coloniales et, au lieu de s'épuiser dans ces conflits, ils se taillèrent un empire colonial et maritime. Marchands, pirates et négriers leur permirent de compenser leur médiocre accès aux ressources en or. Dans la seconde partie du XVIII^e la Compagnie anglaise des Indes orientales mit la main sur le Bengale et devint la première puissance du sous-continent dont elle fit une colonie. L'Angleterre détruisit alors les industries indiennes pour vendre ses produits à une population qui représentait plus du cinquième de l'humanité. Mais comme ses positions en Afrique et aux Caraïbes étaient déjà considérables et que ses produits pénétraient aussi en Amérique latine, une région dont elle allait financer l'indépendance et qu'elle s'apprêtait à prendre dans les rets de ses banques, ses industries devaient répondre à une demande disproportionnée à l'offre que pouvaient fournir les industries traditionnelles de ce petit pays. L'empire est donc la cause qui engendra, afin de répondre à ce défi, la révolution industrielle.

L'atelier du monde s'essouffla dans le dernier quart du XIX^e siècle. La Belgique, l'Allemagne, la France, les États-Unis avaient fait leur révolution industrielle. La demande était incontestable mais l'excès de l'offre faisait s'effondrer prix et profits. Pour échapper à la baisse des taux de profit certains se groupèrent en alliances qui se répartissaient le marché, s'assuraient des approvisionnements et s'aidaient aux dépens des entreprises familiales restées isolées. Ainsi naquirent cartels et monopoles, géants économiques capables d'aller chercher des profits au-delà des frontières nationales et qui, appuyés par les banques, expérimentaient de nouvelles technologies : 1 % des entreprises d'un pays employaient 40 % des ouvriers et consommaient 75 % de l'énergie, contribuant parfois à hauteur de 50 % au produit national. Le pétrole remplaça le charbon, l'électricité la vapeur,

voitures et camions rivalisèrent avec le rail. Les États mirent leurs armées à la disposition des groupes de pression qui réclamaient l'annexion de territoires riches en matières premières et en consommateurs. Quatre pays, Angleterre, France, Allemagne, États-Unis, détenaient les cinq sixièmes des valeurs émises dans le monde dont ils devinrent les crédateurs et ces mêmes quatre nations dominaient en 1913 90 % de l'Afrique, 98 % de l'Océanie, 56 % de l'Asie et 27 % du Nouveau Monde³.

Longtemps les pays occidentaux espèrent limiter aux seules colonies l'âpreté des rivalités impérialistes, la violence conquérante, la brutalité de l'exploitation. Mais croire, comme le socialiste allemand Kautsky, qu'ils ne voulaient annexer que des territoires où prédominait une économie agricole, revenait à s'aveugler. La France ne rêvait-elle pas de revenir en Lorraine, région industrielle et minière, devenue allemande depuis 1871 ? L'Allemagne et l'Angleterre n'avaient-elles aucune visée sur la Belgique alors que ce pays permettrait à celle de ces deux grandes puissances qui s'en emparerait de menacer sa rivale ? Kautsky ne croyait pourtant pas à un sur-impérialisme capable de ravager l'Europe. Il se trompait lourdement, s'illusionnant sur les vertus d'une démocratie pourtant dévorée par des groupes de pression financiers, chauvins et militaristes, et d'une rationalité industrielle qui aurait, pensait-il, renoncé à la guerre, ennemie du commerce et des affaires. Mais en réalité les principaux leviers économiques étaient aux mains d'une oligarchie financière qui saurait faire son profit des annexions et dépenses de guerre.

En 1919 le monde sortit très ébranlé de l'épreuve de la Première Guerre mondiale. Le système impérialiste avait révélé dans les tranchées de terribles failles. Certains analystes les jugeaient impardonnables, d'autres espéraient une réaction salutaire. Une décennie de recherche d'un monde plus fiable commençait.

3. Ces statistiques viennent des tableaux reproduits par Lénine dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Éditions en langues étrangères, Pékin, 1970, pp. 14, 41, 70, 74, 89.

La période

Les traités signés en 1919 (Versailles, St-Germain-en-Laye, Trianon et Sèvres) tentèrent de concilier la priorité wilsonienne d'un monde juste et apaisé et les exigences des vainqueurs européens. Le principe des nationalités fut respecté en Europe sans toutefois réussir à faire coïncider frontières et peuples tant leur imbrication était complexe.

Les traités eurent des conséquences économiques : la reconstruction de l'Europe fut freinée par la question des réparations dues par l'Allemagne aux vainqueurs et une multiplication des frontières qui signifiait renforcement du protectionnisme et réduction des échanges. En outre la Russie, devenue communiste en 1917 pour échapper aux souffrances de la guerre, puis agressée en 1919 par les croisades occidentales aux côtés des Russes blancs, s'était retirée de l'économie mondiale. La puissance nord-américaine, désormais banquière de l'Europe à la faveur des prêts accordés aux belligérants, apporta quelques solutions appréciables : prêts accordés à l'Allemagne pour son redressement économique afin qu'elle paye les réparations avec lesquelles Français et Anglais remboursaient les États-Unis.

La SDN (Société des Nations) vit le jour et dès 1920 assigna à l'Angleterre et à trois de ses dominions des mandats sur les territoires conquis sur l'empire colonial allemand et son allié, l'Empire ottoman : la Palestine, la Transjordanie, l'Irak, le Tanganyika et des fractions du Togo et du Cameroun allèrent à l'Angleterre, le Sud-Ouest africain (la présente Namibie) fut attribué à l'Afrique du Sud, la Nouvelle-Guinée à l'Australie et Samoa à la Nouvelle-Zélande. Il y avait certes une indéniable hypocrisie à poursuivre une politique fondée sur la reconnaissance d'États nouveaux en donnant à ces pays un statut dans le fond peu différent de celui des colonies. Au niveau politique mondial, la SDN travaillait à la paix et, malgré de graves périodes de tensions entre la France et l'Allemagne, alors que s'assouplissaient les conditions de versement des réparations et que la SDN esquissait une union douanière qui devait conduire aux États-Unis d'Europe, fut signé en 1929, par 15 nations et Stresemann pour l'Allemagne, le pacte Briand-Kellog de renoncement à la guerre.

L'Angleterre souffrait du chômage créé par la démobilisation et le machinisme triomphant de l'économie de guerre. En 1919 eurent lieu dans les ports et les villes industrielles de terribles pogroms dont furent victimes les travailleurs de couleur de l'empire appelés pour remplacer dans les usines les Anglais partis sur le front. En outre le budget du Royaume-Uni était gonflé par ses dettes. Sa culture économique financière (l'Angleterre était à l'origine de presque le quart des émissions de valeurs dans le monde en 1913) admirait le banquier comme un aristocrate et voyait l'industriel comme un tâcheron, ce qui défavorisait la rénovation pourtant urgente d'un appareil industriel vieillissant. L'Angleterre faisait piètre figure comparée à l'Allemagne dont les écoles sortaient dix fois plus d'ingénieurs et dont les produits de qualité surpassaient les articles anglais défavorisés par l'étiquetage « made in England » et « made in Germany » pourtant réclamé par les Anglo-Saxons. Les salaires anglais, défendus par des syndicats puissants, restaient sensiblement plus élevés que dans les autres pays d'Europe, ce qui favorisait les concurrents du Royaume-Uni. Mais surtout, un monde appauvri par un long conflit achetait moins et la flotte marchande ne trouvait pas à s'employer.

Comme toujours, aidés en cela par la forte culture coloniale de leurs élites politiques, les Anglais en difficulté se tournèrent vers l'empire, en espérant des commandes, des matières premières et une collaboration fructueuse. Mais il était non moins éprouvé par la guerre et la crise que l'Angleterre et traversé de doutes quant à son avenir. Certains n'hésitaient pas à dire qu'il était sur le point de s'effriter. La crise économique eut aussi l'effet d'une douche froide qui réveilla un pays qui se voyait volontiers à son apogée car jamais cet empire n'avait été si vaste. Les classes régnautes n'en furent que plus sensibilisées à l'urgence de réelles réformes capables de relancer une dynamique économique impériale.

Acteurs, idées, stratégies

Le personnel politique anglais était au plus haut niveau souvent directement lié aux affaires ayant trait à l'empire. Celles-ci passaient par le Colonial Office dont le secrétaire d'État aux colonies était membre du cabinet. Ce poste, depuis le début du XX^e siècle jusqu'en 1929, a été entre les mains d'une douzaine d'hommes dont Chamberlain, inspirateur et roi sans couronne de l'Angleterre impérialiste, Bonar Law, futur Premier ministre et Churchill.

Le secrétaire d'État aux colonies était assisté par un sous-secrétaire permanent. Le Colonial Office liait le gouvernement aux acteurs importants que sont l'administration civile, l'armée, la marine, la police, les résidents, fonctionnaires, planteurs, hommes d'affaires, employés, les Missions chrétiennes, les divers intérêts économiques impliqués, commerciaux, textiles, miniers, énergétiques et agricoles, et bien sûr l'élite des colonisés, souverains traditionnels, féodaux, notables, propriétaires fonciers, bourgeoisie et membres des professions libérales, employés des entreprises et fonctionnaires des territoires dominés. Dans chaque colonie un gouverneur-général représentait le roi. Chef de l'administration locale (police, armée, justice, fonctionnaires), à la tête de l'exécutif, il présidait un conseil législatif où se mêlaient, tous nommés et non élus, personnalités anglaises et représentants des colonisés. Le territoire était divisé en provinces et districts où régnaient, sous la coupe du gouverneur, commissaires provinciaux et de districts et au dernier échelon les chefs et sous-chefs de districts qui disposaient d'une milice, les « *court messengers* ». L'Afrique, par exemple, était entre les mains de 1 200 fonctionnaires civils et d'un millier de militaires qui commandaient des troupes recrutées sur place.

Le Colonial Office comprenait, d'une part, des services spécialisés (administration, douanes, agriculture, mines, forêts...) et, d'autre part, une division qui traitait des questions relevant des dominions où une importante population blanche et des parlements locaux impliquaient de travailler d'une façon plus souple. Pour ne pas reproduire les erreurs qui leur avaient coûté leur premier empire lorsqu'à la fin du XVIII^e siècle 13 colonies d'Amérique proclamèrent leur indépendance, les Anglais rêvaient de

rassembler en une communauté politique les pays où prédominait une importante communauté blanche. Les territoires, désormais fédérés en unités géographiques, le Canada, historiquement le premier dominion, puis l'Australie et la Nouvelle-Zélande plus tard, tous dotés d'institutions démocratiques, furent encouragés, selon un projet de Seeley, à s'unir au Royaume-Uni dans une fédération. Les conférences impériales auxquelles se joignit l'Afrique du Sud, nouveau dominion, montrèrent que ces pays, très satisfaits d'avoir la responsabilité de leurs affaires intérieures, désireux aussi de conserver une protection militaire britannique et de garder des relations étroites avec Londres, acceptaient sans trop de problèmes leur lien à la couronne et la présence d'un gouverneur sur leur territoire, mais restaient plus que réservés en ce qui concernait une structuration politique autour de l'Angleterre et, assez vite, il apparut que la collaboration prendrait le pas sur la fédération. Mais la participation des dominions aux combats en 1914-1918 avait suscité des rapprochements, comme le conseil de guerre impérial créé par Lloyd George, et des susceptibilités lorsque les troupes d'un pays avaient souffert de décisions militaires aux conséquences malheureuses prises par les Anglais. La conférence de la paix avait en outre traité les dominions comme des États souverains de plein droit et il était clair en 1919 qu'il fallait réexaminer les droits des parties et la nature de leurs relations.

L'empire étant trop vaste pour un ministère unique, le Colonial Office ne pouvait guère être seul en lice. Les protectorats relevaient des Affaires étrangères. Pour l'Inde existait un India Office, avec un secrétaire d'État. La fonction de gouverneur y était entre les mains d'un vice-roi nommé par le roi sur recommandation du Premier ministre et placé sous la haute responsabilité du secrétaire d'État aux colonies. Il était le chef de l'administration en Inde et il gouvernait avec un conseil dont les membres étaient nommés par le secrétaire d'État et le vice-roi lui-même. En 1919 le vice-roi dut faire face aux élites indiennes qui entendaient partager le pouvoir en récompense de l'effort de guerre consenti par la colonie. Mais l'autorité coloniale restait prête à recourir à la ruse (diviser pour régner en opposant ethnies, religions, classes) et à la force pour leur accorder beaucoup moins que ce qu'elles espéraient obtenir.

Le pouvoir colonial était donc, sauf en ce qui concerne les dominions, autocratique et hiérarchique. Son autorité se montrait en outre très volontiers policière et militaire. En Afrique presque la moitié des fonctionnaires anglais étaient des militaires et en Inde plus de la moitié du budget était consacré à l'armée d'occupation⁴. Les responsables placés à la tête de vastes territoires se voyaient comme des civilisateurs et des rois philosophes qui modelaient la nature humaine de peuples dans l'enfance, sauvages ou barbares. Ils venaient, pour les plus importants de ces responsables, d'Oxford ou de carrières militaires ainsi que des Publics Schools dont la discipline impitoyable et les brimades interminables leur avaient donné un sens maladif de l'autorité et une admiration sans bornes pour la force brutale et arbitraire. La liste est longue de ces hauts responsables psychopathes comme Kitchener, conquérant brutal du Soudan, qui viola la tombe du Mahdi, ou pervers comme Brooke, à Sarawak, dur, violent, cruel et sadique, ou encore McDonald, impliqué au Nigeria dans des cas de pédophilie⁵.

La guerre, qui accrut dramatiquement les exactions de l'administration, montra dans toute son horreur la brutalité de l'ordre colonial dans ses rapports aux subalternes : chasse aux recrues pour l'armée, répression des Kwale (Nigeria) qui manifestèrent spontanément pour protester contre l'arrestation arbitraire d'un commerçant, ressortissant allemand naturellement sympathique aux yeux des peuples dominés par l'Angleterre ; envoi de troupes contre les Egba qui protestaient contre les intrusions dans leur existence causées par le chemin de fer ; révoltes matées à Busa et au centre du Nigeria ; réquisitions, portage, travail forcé imposé aux Yoruba (sud-ouest du Nigeria) qui, excédés, se soulevèrent contre les inspections mesquines de leurs latrines ; conscription si brutale au Malawi que le pasteur Chilembe prit le maquis pour protester, parfaitement conscient qu'il n'avait aucune chance et serait abattu comme un chien... En 1918, en Inde la situation était désespérée : bombardement du Temple d'or des sikhs et de la ville d'Amritsar, en révolte à cause des réquisitions de céréales et des conditions de malnutrition ; état de siège à Bombay, Lahore, Ahmedabad

4. Michel Naumann, *De l'Empire britannique au Commonwealth des nations*, Ellipses, Paris, 2000, p. 54.

5. *Ibid.*, p. 85.